

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2018

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À WALLIS-ET-FUTUNA

Nouveau ralentissement de l'activité économique

Après une année 2017 caractérisée par une croissance globale de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises, les premiers trimestres de 2018 s'inscrivent dans un contexte de tassement de l'économie. La plupart des postes d'importations sont en repli. On observe ainsi une baisse des importations de produits alimentaires, des biens de consommation ou des biens d'équipement des entreprises. Ces évolutions se retrouvent dans l'activité bancaire avec le fléchissement conjoint des encours des crédits aux ménages et aux entreprises. L'inflation contenue sur le trimestre permet toutefois d'endiguer l'évolution mitigée de l'activité commerciale. L'emploi est en revanche en croissance mais il convient de noter que cette augmentation résulte essentiellement de meilleures déclarations auprès de la CPSWF.

CONJONCTURE RÉGIONALE

Au cours du premier semestre 2018, les tensions commerciales et géopolitiques, ainsi que la montée du dollar, apparaissent comme des menaces tangibles pour la croissance mondiale et plus particulièrement pour certains pays émergents très endettés en monnaie américaine, telle l'Indonésie.

À plusieurs reprises déjà en 2018, la Banque centrale d'Indonésie a dû relever ses taux directeurs pour soutenir la roupie. Toutefois, la croissance économique du pays demeure solide comme en témoigne la hausse du PIB de 4,2 % au deuxième trimestre, après un repli de 0,4 % sur les trois premiers mois de l'année. En rythme annuel, sa progression est de 5,3 % (+5,1 % au trimestre précédent), la plus forte depuis fin 2013.

Pour les pays OCDE de la zone Pacifique, Australie et Nouvelle-Zélande, la conjoncture demeure favorable, accompagnée de politiques monétaires encore accommodantes.

Lors de sa déclaration de politique monétaire d'août, la RBA, banque centrale d'Australie, a maintenu ses taux directeurs et sa prévision de croissance du PIB à +3 % pour 2018. Le marché du travail est dynamique, avec un taux de chômage stable à 5,4 % en juin et en juillet, et une inflation cantonnée dans la fourchette de 2-3 % ciblée par la RBA. En effet, au deuxième trimestre, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,1 % en rythme annuel.

La RBNZ, banque centrale de Nouvelle-Zélande, a également opté pour un statu quo en matière de taux à l'issue de sa réunion du 9 août 2018. Alors que le PIB néozélandais affichait seulement +0,5 % au premier trimestre, après +0,6 % sur les deux derniers trimestres 2017, en raison de la stagnation de la consommation des ménages (+1,1 % au quatrième trimestre 2017), la plupart des analystes s'attendent à une embellie d'ici à la fin de l'année. L'inflation est contenue, l'indice des prix à la consommation enregistrant +1,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2018. Enfin, le taux de chômage est de 4,5 % en juin 2018 (4,8 % un an plus tôt), proche de son niveau incompressible.

Sources : Statistics New Zealand, Australian Bureau of Statistics, Reserve Bank of Australia, Reserve Bank of New Zealand, Statistics Indonesia.

Stabilité de l'indice des prix

Après la légère hausse observée au premier trimestre, l'indice des prix à la consommation se stabilise, affichant une contraction marginale de -0,2 % sur le trimestre. Cette stabilité s'observe pour la quasi-totalité des postes composant l'indice. En effet, les prix de l'alimentation, des produits manufacturés et des services n'enregistrent pas de variation significative sur le trimestre. Seuls les prix de l'énergie baissent de 1,6 % par rapport au premier trimestre.

En rythme annuel, l'indice global est en légère baisse (-0,9 %). Ce repli est, comme lors des trimestres précédents, lié à l'évolution des prix de l'énergie qui enregistrent un recul annuel de 13,6 %. Les prix des produits manufacturés et des biens alimentaires croissent de 1,3 % et 1,7 % respectivement, tandis que les prix des services sont quasi stables (-0,4 %).

Croissance de l'emploi

Selon les données à fin décembre 2017, 2 121 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 090 à fin septembre 2017, soit une hausse de 1,5 %. Cette croissance est plus marquée en glissement annuel, +4,7 %. Il convient de noter que cette hausse est en partie causée par une amélioration des déclarations.

À fin décembre 2017, on dénombre 1 290 salariés dans le secteur public soit une baisse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. L'emploi public connaît en revanche une croissance en rythme annuel de 4,7 %. Le secteur privé compte 831 salariés au 31 décembre 2017 soit une hausse trimestrielle de 5,5 % (+4,8 % en glissement annuel). Il s'agit du plus haut niveau depuis 2013, année de la tenue des Mini-Jeux du Pacifique. À l'exception de l'emploi dans le secteur du BTP, qui décroît de 5,2 % sur le trimestre (55 salariés à fin 2017), les effectifs déclarés sont en croissance. Principaux secteurs, le commerce et les services sont en augmentation de 8,4 % et 2,4 % respectivement. L'emploi déclaré dans l'industrie et l'artisanat est en nette hausse (+17,2 %) sur le trimestre et dépasse la barre des 100 salariés pour la première fois (102 salariés au quatrième trimestre 2017). La quasi-totalité des secteurs est en croissance en glissement annuel à l'exception des services dont les effectifs se stabilisent (+0,5 %).

La part du secteur privé dans l'économie du Territoire se renforce sous l'effet de la hausse de l'emploi privé et de la baisse concomitante de l'emploi public. Ce dernier reste toutefois prédominant avec 60,8 % de l'emploi total.

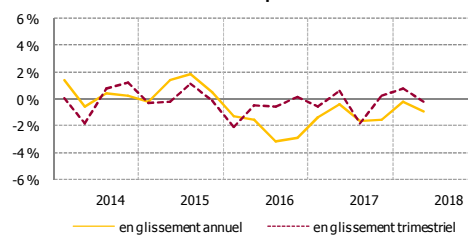
Tassement de la consommation des ménages

Après avoir connu une baisse de 1 % au premier trimestre 2018, les importations de biens de consommation se contractent à nouveau (-9,0 %, CVS) sur le trimestre et s'élèvent à 225 millions de F CFP. Les importations d'articles d'habillement s'établissent à 49 millions de F CFP au deuxième trimestre, ce qui représente un repli de 1 % (CVS). Les importations de biens d'équipement du foyer sont en revanche en hausse par rapport au premier trimestre 2018 (+14,9 %, CVS) pour s'établir à 61 millions de F CFP. Ces évolutions se confirment en glissement annuel puisque les importations de biens de consommation et d'articles d'habillement sont en repli de 6,9 % et 23,3 % respectivement (CVS) tandis que les importations de biens d'équipement du foyer croissent de 13,5 % (CVS). Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs connaît une forte croissance trimestrielle et annuelle (+35,6 % et +40,9 %). On dénombre ainsi 30 nouvelles immatriculations au deuxième trimestre 2018 (données CVS).

Comme au premier trimestre, ce repli des importations s'accompagne d'une contraction de l'encours des crédits à la consommation (-1,3 % sur le trimestre et -0,9 % en glissement annuel), alors qu'il connaissait une croissance quasi continue depuis le premier trimestre 2015. Les crédits à l'habitat se contractent à nouveau (-7,1 % sur le trimestre, -53,0 % en glissement annuel) pour s'établir à 69 millions de F CFP au 30 juin 2018.

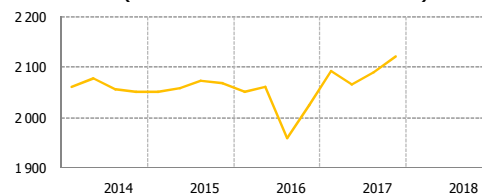
À fin juin 2018, l'ensemble des indicateurs de vulnérabilité des ménages s'établit à un niveau historiquement bas. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est en effet en repli par rapport au premier trimestre 2018 et s'établit à 193 (31 personnes de moins, soit une baisse de 13,8 %). Cette évolution se confirme en glissement annuel (-20,2 %). Le nombre d'incidents de paiement par chèque et de retraits de cartes est également en forte diminution (-49,5 % et -72,7 % respectivement). 49 incidents par chèque sont ainsi comptabilisés au deuxième trimestre 2018 contre 97 au premier trimestre. De manière analogue, le nombre de retraits de cartes est passé de 11 à 3 sur la période. Le taux de créances douteuses brutes des ménages s'améliore également. Il s'établit à 4,6 % à fin juin contre 4,7 % à fin mars et 5,2 % un an auparavant.

Évolution de l'indice des prix à la consommation



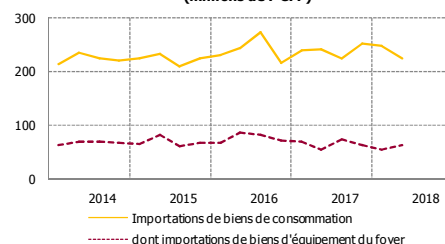
Source : STSEE, données trimestrielles

Emploi total déclaré localement
(nombre de salariés déclarés à la CPSWF)



Source : CPSWF

Importations de biens de consommation
(millions de F CFP)



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEQM

Contraction de l'investissement des entreprises

En parallèle du tassement de la consommation des ménages, l'investissement des entreprises se contracte. Les importations de biens d'équipement sont en repli trimestriel de 1,6 %. Cette baisse est encore plus marquée en glissement annuel (-13,5 %). Ces importations représentaient en effet 210 millions de F CFP au deuxième trimestre 2017 contre 182 millions de F CFP au deuxième trimestre 2018 (données CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en baisse trimestrielle (-21,1 %, données CVS) et annuelle (-1,8 %, CVS).

Conjointement à cette baisse des importations, l'encours du financement bancaire (regroupant les crédits d'investissement et d'exploitation) se replie pour s'élever à 663 millions de F CFP, soit une diminution de 3,6 % par rapport au trimestre précédent.

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'élève à 15 au 30 juin 2018 (contre 16 au trimestre précédent). Le taux de créances douteuses brutes des entreprises rebondit légèrement (+0,1 point sur le trimestre) mais reste néanmoins en repli annuel (-0,7 point), s'établissant à 5,6 % au 30 juin 2018.

Des importations en recul au deuxième trimestre

Les importations totales se replient au deuxième trimestre 2018, ce qui confirme les tendances préalablement observées. Elles s'élèvent à 1 323 millions de F CFP (-16,0 %, données CVS). Ce nouveau repli se traduit également en glissement annuel (-7,0 %, données CVS).

Comme évoqué précédemment, la plupart des postes d'importations connaissent un affaiblissement au deuxième trimestre. Principal poste d'importations, les produits alimentaires sont en repli de 18,8 % (CVS) par rapport au premier trimestre (319 millions de F CFP contre 392 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires représentent à eux deux 379 millions de F CFP au deuxième trimestre 2018 contre 388 millions au premier trimestre 2018 (CVS), soit une baisse de 2,4 %.

Contrairement au trimestre précédent où la baisse des importations n'avait pas entravé la croissance des droits de douane et des taxes d'entrée (+5,5 %, CVS), elle se traduit ce trimestre dans l'évolution de ces revenus douaniers en baisse trimestrielle (-4,4 %) et annuelle (-5,9 %, données CVS). Ils s'établissent à 288 millions de F CFP.

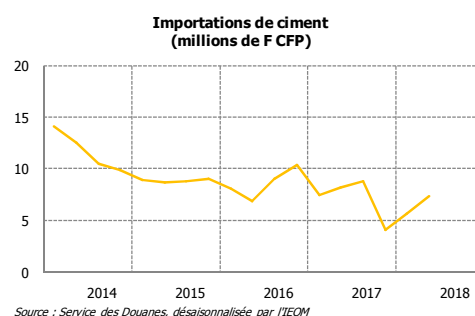
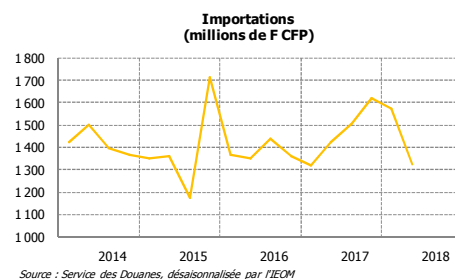
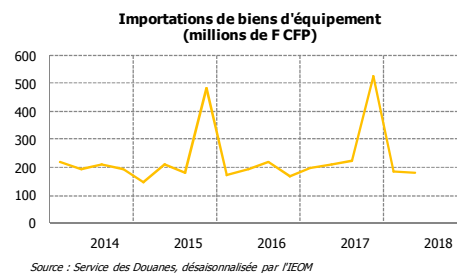
LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le secteur du BTP en croissance au deuxième trimestre

La tendance des deux derniers trimestres se confirme pour le secteur. Les importations de ciment enregistrent à nouveau une croissance trimestrielle (+29,4 %, données CVS). Elles s'élèvent à 7,4 millions de F CFP. Toutefois, en rythme annuel, ces importations se contractent (-9,4 %). Autre signe positif, le montant des marchés publics en cours d'exécution est en croissance de 15,0 % sur le trimestre et de 4,7 % en glissement annuel. Des projets tels que la construction du belvédère au lac Lalo Lalo participent à cette croissance.

L'emploi étant calculé avec des données à fin décembre 2017, cette croissance ne se reflète pas encore dans le nombre de salariés du secteur qui enregistre ainsi un léger recul trimestriel (55 salariés à fin décembre 2017 contre 58 à fin septembre).

Les premiers chiffres de 2018 laissent toutefois présager une croissance sur les premiers mois de l'année.



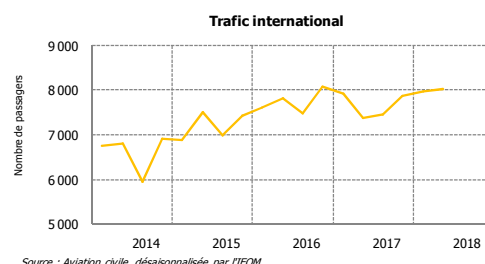
Une activité commerciale en perte de vitesse

La baisse conjointe de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises se répercute sur l'activité commerciale au deuxième trimestre 2018. Les importations de produits alimentaires se contractent de 18,8 % sur le trimestre (données CVS), les importations des biens de consommation et d'articles d'habillement sont en baisse de 9,0 % et 1,0 % respectivement (CVS). Seule amélioration, les importations de biens d'équipement du foyer sont en croissance de 14,9 %. L'ouverture d'un nouvel espace commercial dans un supermarché local destiné à la vente de ces produits explique cette évolution. Cette ouverture devrait dynamiser le secteur.

Stabilité de la fréquentation du Territoire

Le nombre de passagers total est stable sur le trimestre (11 357 contre 11 436 le trimestre précédent, données CVS). La croissance du trafic international (+0,9 %), qui s'élève à 8 039 passagers (CVS) est compensée par la baisse du nombre de passagers sur les vols intérieurs (-4,4 %, soit 3 318 passagers, données CVS).

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une croissance de 6,3 % entraînée par la nette hausse du nombre de passagers internationaux (+8,8 %, CVS).



UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE SOUTENUE BIEN QU'INÉGALE

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du mois de juillet, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir à 3,9 % en 2018 et 2019, le FMI ayant revu à la baisse au deuxième trimestre les projections de croissance pour la zone euro, le Japon et le Royaume-Uni, en raison notamment des tensions commerciales croissantes. Toutefois, ces prévisions masquent des situations très hétérogènes selon les économies.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 1,0 % à fin juin, après +0,5 % au premier trimestre 2018. Cette progression reflète l'accroissement combiné des dépenses de consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le FMI table sur une croissance annuelle de +2,9 % puis +2,7 % en 2019.

Selon Eurostat, au deuxième trimestre, le PIB de la zone euro a crû au même rythme qu'en début d'année (+0,4 %). Alors que le taux de chômage s'établit à 8,2 %, soit son plus bas niveau depuis fin 2008, la reprise de l'inflation et le fléchissement du commerce extérieur ont pesé sur l'activité. La Commission européenne a légèrement révisé ses prévisions en abaissant la croissance prévue en 2018 à +2,3 %.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, la croissance progresse faiblement, à un rythme identique à celui du premier trimestre 2018 (+0,2 %). L'économie a été fortement impactée par les mouvements de grève de transports. Les dépenses de consommation des ménages sont en léger recul (-0,1 % après +0,2 % au premier trimestre) tandis que l'investissement connaît un regain de +0,8 % après +0,2 % au premier trimestre. Face à des résultats plus faibles qu'attendu, le FMI réduit sa prévision de croissance pour la France de 2,1 % à 1,8 % en 2018.

La croissance de l'économie japonaise devrait s'établir à 1,0 % en 2018, après une contraction au premier trimestre en raison de la faiblesse de la consommation et de l'investissement privés. L'activité devrait s'affermir sur le reste de l'année et en 2019, portée par une augmentation de la consommation privée, de la demande extérieure et de l'investissement.

Les perspectives de croissance des pays avancés pour l'année 2018 sont similaires à celle de 2017 (+2,4 %), et s'établissent à +2,2 % pour 2019, tandis que celles des pays émergents et en développement s'établissent à 4,9 % (2018) et 5,1 % (2019). Les projections de l'Argentine, du Brésil et de l'Inde ont été révisées à la baisse pour 2018, alors que celles des pays exportateurs d'hydrocarbures se sont améliorées.

Sources : FMI, Insee, Eurostat, BEA, OCDE – données arrêtées à la date du 16 juillet 2018

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Une partie des données fait l'objet d'un traitement pour les corriger des variations saisonnières (CVS).

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur et responsable de la publication : S. ATTALI - Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : octobre 2018 - Dépôt légal : octobre 2018 - ISSN 1968-6277